

*Énergie*

En fait, le bien-être et la sécurité économique de notre pays sont étroitement liés à la mise en valeur de ces ressources énergétiques. C'est donc une question qui me préoccupe au plus haut point, car le ministre, qui semble nous montrer les choses en rose, n'a pas tellement de raison de se montrer si optimiste, car d'après ses projections, d'ici 1990, nous ne produirons que 42 p. 100 des ressources énergétiques dont notre pays a besoin. Voilà la différence fondamentale qui existe entre la politique du parti au pouvoir et celle du parti progressiste-conservateur. Nous ne pouvons être satisfaits des demi-mesures dont on nous parle ici, puisqu'en 1990, le Canada dépendra de l'étranger pour 58 p. 100 de ses besoins pétroliers. Il est facile d'imaginer combien ce pétrole étranger coûtera au Canada.

● (1642)

J'ai déclaré bien des fois à la Chambre et ailleurs que mon parti et moi-même jugeons essentiel que le Canada vise à l'indépendance au point de vue pétrolier. Cet objectif n'est pas impossible à atteindre. Nous pourrions y parvenir si nous avions des politiques gouvernementales appropriées et un gouvernement disposé à faire le nécessaire pour atteindre cet objectif.

Pour ma part, je suis convaincu que chaque baril de pétrole produit dans l'usine de traitement des sables bitumineux signifie un baril de moins importé de l'étranger. Si nous comptions autant sur les fournisseurs étrangers que le ministre le prévoit, pour à peu près la même mise de fonds, nous pourrions construire une usine de traitement des sables bitumineux qui produirait du pétrole au même prix. Cela créerait des milliers d'emplois pour les Canadiens et stimulerait notre économie. Cette usine continuerait de produire et garantirait des emplois pour des générations à venir. Ce serait ironique que l'économie nationale faiblisse à cause d'un manque d'expansion des approvisionnements canadiens d'énergie quand nous pourrions facilement éviter les pénuries d'énergie qu'on prévoit pour l'avenir.

Nous avons besoin de compagnies entreprenantes et nous en avons. Par ailleurs, il faut les encourager. Il nous faut un gouvernement qui comprend la situation et, finalement, il nous faut prendre beaucoup plus d'initiatives pour exploiter les sources d'énergie que nous ne l'avons fait jusqu'ici.

Nous croyons que le Canada possède les ressources énergétiques nécessaires et qu'il pourrait les exploiter si le climat commercial était favorable. Il suffit d'examiner ce que le gouvernement actuel a fait depuis dix ans pour se rendre compte que si le climat commercial n'est pas favorable, c'est parce que le gouvernement n'a pas adopté de politique énergétique à long terme. Il ne l'a toujours pas fait. Le gouvernement semble jouer aux chaises musicales avec ses politiques. Il en a changé si souvent que l'industrie a été incapable de faire des projets à long terme en fonction des décisions du gouvernement.

L'un des principaux obstacles à l'exploitation des sables bitumineux jusqu'ici a été le changement constant de la politique au niveau fédéral. D'après les estimations, les gisements de sables bitumineux situés dans ma circonscription et qui s'étendent dans les circonscriptions de Peace River et de Vegreville, de même que dans celle de Meadow Lake en Saskatchewan, contiennent un billion de barils de bitume. Ce bitume est certainement l'une des principales richesses du Canada et elle sera une source d'énergie, de prospérité et d'emplois pour bien

des décennies. Cependant, à cause de l'imprévoyance du gouvernement et de l'absence d'une politique appropriée, on ignore encore s'il sera possible d'exploiter pleinement et économiquement cette vaste ressource.

L'industrie pétrolière a procédé à des expériences depuis de nombreuses années avec les sables bitumineux et sait désormais les exploiter. La Great Canadian Oil Sands, une compagnie située à Fort McMurray, a lancé le premier projet d'exploitation minière de sables bitumineux en 1967. La compagnie a connu à ses débuts plusieurs années difficiles mais elle envisage actuellement de pouvoir rentabiliser ses opérations. Nous devons encourager des groupes comme celui-ci qui savent voir loin si nous voulons devenir autosuffisants en matière d'énergie, ce qui est un objectif souhaitable en soi.

L'industrie pétrolière en général a démontré par le passé qu'elle n'a pas peur de prendre des risques en matière d'investissements mais elle doit pouvoir les justifier devant ses actionnaires. Elle doit pouvoir escompter un profit en rapport avec le montant du risque qu'elle accepte de prendre. Il faut que le gouvernement adopte des politiques stables et à longue échéance pour créer un climat propice aux entreprises de ceux qui sont prêts à prendre de tels risques.

Les travaux du deuxième grand projet d'exploitation minière des sables bitumineux de Fort McMurray, le projet Syncrude auquel le ministre a fait allusion sont pratiquement achevés. On m'a rapporté que le projet devrait entrer dans sa phase d'exploitation régulière au cours du mois de juin de cette année. Au moment où les travaux de construction étaient les plus intenses le projet employait 8,400 personnes. On commence seulement actuellement à traiter les sables bitumineux. Je pense qu'il y a lieu de féliciter la société Syncrude pour ce qu'elle a accompli. En construisant cette usine, elle a réalisé un investissement considérable au nom de ses actionnaires et elle a rendu un grand service au pays tout entier en contribuant à assurer ses approvisionnements énergétiques. Le projet est en avance sur l'échéancier de construction et ne devrait dépasser que de 2 à 3 p. 100 les prévisions budgétaires établies à 2 milliards de dollars. Si nous comparons ce chiffre avec d'autres projets réalisés au Canada ainsi d'ailleurs que la marge d'erreur dans les prévisions de coûts et les échéanciers, nous constatons que le projet Syncrude a été fort bien géré. Dans le climat actuel, alors que les grands projets dépassent d'habitude de beaucoup les prévisions budgétaires cela constitue en soi une très grande réussite.

Lorsque le projet Syncrude commencera ses activités, il produira plus de 100,000 barils de pétrole brut synthétique par jour. Le Canada sera ainsi en mesure de réduire d'autant ses importations de pétrole, contribuant ainsi à redresser notre balance des paiements. Le projet permet également de conserver quelque 3,000 emplois directs et permanents qui auront pour effet de créer des milliers d'emplois secondaires grâce à l'effet multiplicateur de ces emplois.

Nous savons que le projet Syncrude ne saurait suffire à lui seul à nos besoins. Comme je l'ai déjà fait remarquer, on estime qu'il existe des réserves d'un trillion de barils de bitume qui pourraient être exploités dans ma circonscription, dans le nord de l'Alberta et de la Saskatchewan. Je reconnais avec le ministre que l'état actuel de la technologie, du point de vue de la rentabilité économique, ne permet pas encore d'exploiter une grande partie de ces gisements. L'exploitation d'au moins